

**Grégory Derville**  
*Université Lille II, CRAPS Lille & CIDSP Grenoble*

## « ÉLÉMENT DE DÉMOCRATIE » OU « MENACE POUR LA DÉMOCRATIE » ?

### Récupération, disqualification et routinisation du *Bébête Show*

Même si désormais les sociétés occidentales sont officiellement laïques, le pouvoir politique y conserve un caractère sacré, comme l'attestent les multiples signes (protocoles, tapis rouges, marques de révérence...) qui tendent à préserver une barrière entre ses détenteurs et ses lieux, d'une part, et la sphère profane où évoluent les gouvernés, de l'autre. Dès lors, pour être socialement légitimes, les modalités par lesquelles les citoyens entrent en contact avec le pouvoir politique doivent être conformes à des règles qui composent une sorte de « sociabilité démocratique » : déférence pour les élus du peuple, respect du pluralisme, refus de la violence...

Dans ce cadre, le statut de la satire politique télévisée semble de prime abord incertain. Le genre est apparu en France dès 1955 avec *La boîte à sel*, une émission de chansonniers diffusée un dimanche sur deux. Il s'est ensuite développé dans les années 1970 avec *Le petit rapporteur*, qui attire jusqu'à 16 millions de téléspectateurs chaque dimanche, soit la plus forte audience de la télévision à l'époque. En 1985, Canal+ lance la première émission satirique quotidienne, *Coluche 1 faux*, qui se présente délibérément comme une parodie de journal télévisé. Mais c'est avec le *Bébête Show* que la satire politique s'impose au quotidien sur une chaîne généraliste et grand public (TF1). Apparu à l'écran pour la première fois en 1982, le *Bébête Show* devient quotidien en 1984, et il trouve sa vitesse de croisière lors de la campagne présidentielle de 1988, attirant ensuite entre 8 et 13 millions de téléspectateurs chaque soir, juste avant le journal télévisé de 20 heures.

Comme celles qui l'ont précédée, l'émission de TF1 ne peut être réduite à un simple programme de divertissement. Certes, le but premier des auteurs est d'amuser leur public, comme en témoigne leur ancrage ancien dans le cercle des chansonniers. Stéphane Collaro a créé dans les années 1970 le personnage de *Tonton Mayonnaise* sur RTL, et il a participé à des émissions de télévision comme *Le petit rapporteur*, avant de lancer les émissions comiques *Cocoboy* et *Collaro Show* sur TF1. Pour sa part, Jean Amadou a participé à des émissions satiriques à la télévision sur TF1 (*Ce soir on égratigne*, *C'est pas sérieux*), et à la radio sur France Inter (*L'oreille en coin*). Enfin, après un passage dans des cabarets parisiens, Jean Roucas a été engagé en 1976 par Michel Drucker pour s'occuper des séquences comiques de *La grande parade* sur RTL. Les trois auteurs occupent donc depuis leurs débuts un emploi d'amuseurs à la télévision et sur les ondes des radios périphériques, si bien que rien, semble-t-il, ne les prédisposait à investir le champ politique. D'ailleurs, le *Bébête Show* était au départ uniquement conçu comme un divertissement sans aucun enjeu politique, calqué sur le *Muppet Show* américain. Cela dit, au fil des années, la formule de l'émission s'est modifiée, les auteurs s'efforçant de plus en plus de faire passer un message explicitement politique qui consiste, on le sait, en une dénonciation virulente de la classe politique, accusée pêle-mêle de paresse, d'affairisme, d'incompétence, de mensonge, de démagogie, etc. Parallèlement, les auteurs ont tenté de se présenter comme de véritables journalistes, dont l'indépendance par rapport au pouvoir leur permet de faire « en mieux », c'est-à-dire avec plus « d'objectivité » et surtout de virulence, le travail des professionnels du commentaire politique.

Quelle a été la réaction des acteurs politiques et des journalistes politiques face à cette intrusion intempestive des marionnettes dans l'espace sacré du politique ? Le *Bébête Show* a-t-il été admis comme un acteur politique légitime, ou a-t-il été dénoncé comme sacrilège ? Dans un premier temps, on a vu fleurir chez les principaux acteurs du champ politique des tentatives de récupération, et donc de neutralisation de la menace que représentait ce regard alternatif et critique sur leur activité. Mais au moindre prétexte, un procès de disqualification a été mis en place à l'encontre d'une émission alors accusée de représenter « un danger pour la démocratie ».

## **Première stratégie : la récupération**

Dès sa montée en puissance autour de l'élection présidentielle de 1988, bon nombre de journalistes politiques, à droite comme à gauche, ont intégré les personnages et les thématiques du *Bébête Show* dans leurs analyses. D'une part, ils y voyaient un moyen de rendre la vie politique plus lisible et plus attrayante. D'autre part, ces journalistes ont essayé de profiter des brèches ouvertes par l'émission satirique pour se permettre à l'égard des acteurs politiques une liberté de ton qui leur est habituellement interdite. Quoi qu'il en soit, la presse, et notamment les news-magazines, a souvent repris à la *Une* le nom ou la photo des marionnettes. Entre le 11 et le

14 juin 1988, par exemple, *Le Figaro-Magazine* affirme que « Dieu doute », *Libération* constate que « Dieu redescend sur terre », et *Le Nouvel Observateur* s'interroge : « Dieu peut-il rebondir ? »

La stratégie de récupération est également repérable dans le champ politique. Dès lors que le *Bébête Show* recueille une audience difficile à négliger, on voit en effet certains acteurs politiques, suivant peut-être en cela l'avis de leurs conseillers, intégrer l'émission satirique dans leur stratégie de communication, soit en se flattant de ressembler à leur marionnette, soit en certifiant à l'inverse qu'ils ne lui ressemblent pas, soit encore en y faisant simplement allusion. C'est par exemple François Mitterrand qui, visitant des agriculteurs sinistrés, assure qu'il fera tout son possible en évoquant le surnom de sa marionnette (Dieu) : « en dépit de ce que j'entends dire, je me sens hors d'état de régler les décrets des cycles naturels ». D'autres acteurs politiques jouent avec le nom ou avec l'apparence des marionnettes pour insister sur les caractères valorisants-valorisés (ou dévalorisants-dévalorisés) de leurs amis (ou de leurs adversaires) politiques. En pleine campagne présidentielle de 1988, André Laignel assure ainsi que « les incohérences » de Jacques Chirac « l'ont déplumé sur ses deux ailes » (faisant ainsi référence au fait que le maire de Paris apparaît au bar des bêtes sous les traits d'un aigle). Pour sa part, Pierre Mauroy répond à un journaliste qui se renseigne sur l'opinion du président de la République que « les voies de Dieu sont impénétrables »<sup>1</sup>. Par ailleurs, certains font savoir qu'ils apprécient beaucoup le *Bébête Show* : Raymond Barre fait part de son « amusement », Jacques Chirac le décrit comme « sa distraction favorite », et Valéry Giscard d'Estaing affirme qu'il se le fait enregistrer ou « raconter par sa fille »<sup>2</sup>. Enfin, François Mitterrand, recevant les auteurs à l'Élysée, cite devant la presse certains des surnoms dont on l'affuble au bar des bêtes avant de faire une imitation de sa propre marionnette... et Michel Rocard décore même Jean Amadou de l'Ordre du Mérite !

Il semble donc qu'à quelques exceptions près<sup>3</sup>, et dans un premier temps en tous cas, les professionnels de la politique développent à l'égard des auteurs ce que Jean Roucas appelle une stratégie de « copinage »<sup>4</sup>, laquelle ne concerne d'ailleurs pas seulement les acteurs politiques déjà marionnettisés, mais aussi ceux qui frappent à la porte du bar des bêtes : Jack Lang a longtemps attendu avec impatience son entrée dans ce véritable TOP 50 de la politique, et Lionel Jospin a lui-même suggéré qu'on le caricature sous les traits d'un lion... Il y a de la part des acteurs politiques un intérêt évident à se déclarer amateurs d'une émission dont le succès d'audience est aussi massif : cela leur permet de retourner à leur profit la caricature, en se construisant à peu de frais une allure décontractée et une réputation de tolérance, d'ouverture au dialogue et à la critique — bref, une image de « modernité ».

## Deuxième stratégie : la disqualification

Mais si, aux débuts du *Bébête Show*, la plupart des acteurs politiques d'envergure aiment à dire qu'ils l'apprécient (même lorsqu'ils en sont les victimes), et qu'ils considèrent la satire comme « un élément indispensable de la démocratie », on est tenté d'y voir l'effet d'une stratégie de présentation valorisante de soi. En effet, au moindre « écart » du *Bébête Show* leur permettant de dire avec quelque chance d'être pris au sérieux qu'il « dépasse les bornes », c'est-à-dire qu'il prend trop de libertés avec les « bonnes manières » politiques qu'ils s'accordent eux-mêmes à respecter, la plupart d'entre eux passent promptement de la stratégie de récupération à celle du dénigrement et de la disqualification.

L'exaspération face au *Bébête Show* est d'abord le fait d'acteurs politiques de second plan, absents au bar des bêtises : sans doute les blessures narcissiques des « marionnettisés » sont-elles compensées par la satisfaction de se voir reconnus et consacrés comme appartenant au cercle très fermé des « poids lourds » de la politique. À partir de 1991, certains de ces politiciens de second rang commencent à soupçonner le *Bébête Show* de « faire le jeu de Le Pen ». Ainsi, pour Jacques Toubon, « cette émission dégrade l'image, déjà salement égratignée, de la classe politique et alimente le courant antiparlementariste. Pire, elle banalise le discours de Le Pen ». De son côté, Jean-Pierre Fourcade estime que « le *Bébête Show* est une des causes de la mauvaise image des politiques. Il a dépassé le niveau acceptable de la décence. Lorsqu'il nous fait passer pour des médiocres, des incompetents et des pourris, le *Bébête Show* est sans nul doute le meilleur allié du Front National »<sup>5</sup>.

Mais cette riposte de la classe politique face à ce qu'elle considère comme une intrusion sacrilège des satiristes dans un espace interdit aux profanes concerne aussi des acteurs dominants du champ politique. Alors Première ministre, Édith Cresson note au cours d'une conférence de presse officielle le « véritable problème » posé par sa marionnette, qu'elle juge « extrêmement néfaste [...] Il y a une limite qui a été dépassée ». Malheureusement, ajoute-t-elle, elle n'a « aucun moyen » pour faire cesser le *Bébête Show*, car « on ne s'attaque pas aux comiques en France. Ils ont l'impunité totale »<sup>6</sup>. Ce courroux fait immédiatement l'objet de très nombreuses réactions, qui toutes ou presque prennent la défense de l'émission satirique.

Deux ans plus tard, c'est un événement dramatique, le suicide de Pierre Bérégoï, qui permet à certains membres de la classe politique de relancer la controverse sur la légitimité de la satire politique. Le soir même, le frère de l'ancien Premier Ministre dénonce : « À force de le dénigrer, ils l'ont tué. » Et tout au long du mois de mai, l'acharnement des journalistes (et notamment des satiristes) à ridiculiser et à condamner est désigné par beaucoup comme la cause de la mort de Pierre Bérégoï. Pour Laurent Fabius par exemple, « il y a des mots, des caricatures, des images qui ont la puissance des balles », et ceux qui les ont maniés sont responsables de ce qui s'est passé : « Le suicide de Pierre Bérégoï devrait susciter chez beaucoup au moins un examen de conscience. »<sup>7</sup> Henri Nallet s'attaque lui aussi aux satiristes,

parlant à leur sujet de « chasse à l'homme » qui se déroule « devant une France qui s'esclaffe »<sup>8</sup>. Plus virulent encore, François Léotard s'insurge contre le « fascisme élégant du quant-à-soi » et le « charme discret de la calomnie » qui caractérisent selon lui « les caricatures », et qui discréditent tout engagement politique « sérieux »<sup>9</sup>. Pour la plupart des acteurs politiques, et pas seulement à gauche, la leçon du suicide de Pierre Bérégovoy est donc claire : il faut contenir une satire politique (et plus largement un « quatrième pouvoir ») qui ont tendance à prendre trop de libertés avec le respect de la vie privée et la présomption d'innocence.

Dans ce feu nourri, les humoristes sont évidemment les plus visés. Ce sont eux en effet qui vont le plus loin dans la « violation de l'espace sacré du pouvoir ». De fait, c'est le *Canard Enchaîné* qui a révélé l'affaire du prêt sans intérêt de Pierre Bérégovoy, et le *Bébête Show* a multiplié les mises en scène montrant sa marionnette en butte à la colère de paysans ou de pêcheurs lui réclamant « un prêt gratuit ». Après une semaine d'absence suite au suicide de Pierre Bérégovoy, les auteurs font marmonner à la marionnette de Laurent Fabius quelques mots sur « les images et les mots qui tuent », et monsieur Jeannot lui répond en rappelant la mort des 2 000 hémophiles, le désignant ainsi comme assassin. Citant ce dialogue furtif, Daniel Schneidermann constate que les auteurs n'ont pas « retenu la leçon » : « Le *Bébête Show* est une machine sans conscience. Un train aveugle qui gronde sans fin dans la nuit, dans le vacarme mécanique des rires enregistrés. »<sup>10</sup> De tous côtés donc, les auteurs font l'objet de critiques vigoureuses, qui montrent que le traitement satirique de l'actualité politique, avec ses simplifications (inévitables ?), se heurte à de sévères résistances de la part des professionnels de la politique et du commentaire politique.

Les auteurs du *Bébête Show*, directement mis en cause, ont réagi vivement à ces critiques, en se défendant d'être les responsables de la « mauvaise image » des acteurs politiques, et en endossant avec empressement un habit de martyr. Stéphane Collaro prévient : « On va essayer d'en profiter pour nous interdire, nous censurer. On n'acceptera pas. Y'en a marre de cette espèce de lâcheté. De prendre des boucliers pour se planquer derrière tout. Bientôt, on va nous dire que le sang contaminé, c'est la faute des émissions satiriques. Il faut arrêter. Les fausses factures, on les a inventées ? L'amnistie, on l'a inventée ? On a tout inventé. Tout est de notre faute. Assez d'indignité ! Ce n'est pas moi qui ai inventé cette histoire du prêt Pelat ! »<sup>11</sup>

Le débat sur la place de la satire au sein du système politique met donc face à face deux argumentaires irréconciliables. D'un côté, les satiristes essayent d'imposer leur façon de voir la politique comme un moyen somme toute normal de donner son avis. Leur trajectoire sociale, leur manque de ressources nécessaires pour être pleinement autorisés à prendre la parole sur la politique, leur position symboliquement dominée par rapport aux professionnels de la politique et du commentaire politique, tout les incite à se cantonner dans une stratégie de harcèlement de la classe politique, et en même temps dans un rapport de proximité et de connivence (construites par le jeu du vocabulaire, de la mise en scène, des costumes) avec « le peuple » tel qu'ils se le représentent, et qu'ils prétendent « représenter ». Ils bénéficient en outre du soutien de TF1, qui n'entend pas renoncer aux bénéfices procurés par le *Bébête Show* autant sur le plan symbolique

(image d'indépendance et d'insolence) que sur le plan financier (l'émission étant une excellente « locomotive » pour le journal télévisé de 20 heures en termes d'audience), et qui diffuse dès le 3 mai un communiqué pour défendre un *Bébête Show* qui « n'a rien à se reprocher », car il a simplement « joué son rôle normal dans une démocratie ». De l'autre côté, les acteurs politiques sont tentés de saisir l'occasion de la mort de Pierre Bérégovoy pour exprimer leurs réserves devant l'usage de la caricature en politique, et finalement pour protéger leur monopole de la représentation politique. Dix ans après « l'aventure Coluche » en 1980<sup>12</sup>, (Cf. *infra* A. Mercier) un virulent débat oppose à nouveau des satiristes persuadés de leur bon droit, et des acteurs politiques qui éprouvent à leur égard des sentiments allant de la méfiance à l'irritation, et qui accusent en somme l'émission de TF1 d'exercice illégal de la politique.

Car à bien y regarder, l'objet principal de la controverse n'est ni le « coup de pouce » que pourrait donner le *Bébête Show* au Front National, ni sa « contribution » au suicide de Pierre Bérégovoy, ni même son contenu protestataire. Ce qui est réellement en jeu, c'est la question de savoir s'il est légitime de rire de la politique, s'il est acceptable d'entrer dans le débat public *pour en rire*. Autrement dit, ce n'est pas vraiment le fond qui fait scandale, mais c'est la forme, l'emploi d'un ton insolent et satirique... et c'est donc la légitimité, sinon l'existence même de la démarche satiriste, qui est mise en question. Quelques mois avant cette polémique, le Prix Nobel d'économie Maurice Allais avait vigoureusement attaqué le *Bébête Show* : « Très significatif de notre époque, un spectacle aussi affligeant par sa médiocrité et sa vulgarité qu'apparemment prisé par les téléspectateurs, est le *Bébête Show*. C'est là certainement, par ses effets à terme, l'une des machines de guerre les plus puissantes que l'on puisse imaginer contre la démocratie politique ». Cela dit, Maurice Allais se lançait dans une violente diatribe contre la démagogie, la langue de bois, les faux-semblants et l'hypocrisie qui caractérisent à ses yeux la classe politique française<sup>13</sup>. Entre ce réquisitoire et la critique menée au *Bébête Show*, peu de différence : les attaques envers les professionnels de la politique sont les mêmes, le ton aussi virulent (sinon plus) chez Maurice Allais. Seule change... la forme, qui renvoie à deux statuts radicalement distincts, le Prix Nobel détenant « de plein droit » le pouvoir de s'exprimer et surtout d'être entendu, pouvoir dont l'émission satirique est largement dépourvue. Le *Bébête Show*, qui utilise le rire, est « vulgaire », « médiocre », « affligeant ». Par contre, l'article du *Figaro* est « sérieux », écrit avec une plume « élégante », et il peut donc passer pour l'expression autorisée d'un point de vue critique. Cette anecdote très significative laisse à penser que le procès de disqualification instruit à l'encontre du *Bébête Show* tient moins à son contenu qu'au statut de ses auteurs et au fait qu'ils parlent de politique *autrement*, avec un ton et un vocabulaire différents, et par-dessus tout en introduisant le rire dans un espace sacré, le tout devant un vaste auditoire. Lorsque Coluche se présenta à l'élection présidentielle en 1980, on vit poindre au sein de la classe politique la crainte de voir les institutions de la République « dévoyées » : « Des gens se sont battus longtemps pour conquérir des institutions démocratiques. Je suis écœuré de les voir galvaudées. [...] Moi aussi j'aime bien rire, mais la lutte politique n'est pas une plaisanterie. »<sup>14</sup> Dix ans plus tard, le *Bébête Show* se voit lui aussi dénié le droit de parler politique, au motif que ses auteurs n'ont pas les

titres nécessaires pour en parler et qu'ils en parlent « mal ». On ne badine pas avec la politique. Mais ce prétexte étant difficilement avouable aux yeux de l'opinion, les professionnels de la politique saisissent l'occasion fournie par un événement dramatique comme le suicide de Pierre Bérégofoy pour imputer aux auteurs une autre accusation qui a davantage de chances d'emporter l'adhésion des profanes : la topique de la démocratie en danger.

### **La satire politique en voie d'institutionnalisation et de ritualisation ?**

Il faut cependant évoquer ici un acteur supplémentaire, après les professionnels de la politique, les journalistes politiques et les satiristes : on veut parler de l'opinion publique, qui, *artefact* ou non, peut devenir un puissant levier au service de ceux qui bénéficient de l'appui qu'elle semble leur réserver à la lecture des sondages. En effet, le travail de disqualification opéré par les acteurs politiques à l'égard des satiristes se heurte à la pression du public, qui contribue à imposer peu à peu la satire comme une forme légitime de participation politique. Un sondage CSA, réalisé pourtant le lendemain même de la mort de Pierre Bérégofoy, montre ainsi que 63 % des personnes interrogées déclarent apprécier beaucoup ou assez « les émissions satiriques de télévision qui mettent en scène des hommes politiques » (contre 34 %), et que seules 15 % d'entre elles pensent que ces émissions peuvent présenter « un danger pour la démocratie » (contre 77 %) <sup>15</sup>. Malgré le traumatisme suscité par le suicide de Pierre Bérégofoy, une large majorité de Français ne semblent donc pas tenir les émissions satiriques pour responsables de son geste, et continuent à les apprécier. Il apparaît clairement que les professionnels de la politique n'ont pas la même perception de la satire politique que les profanes : pour ces derniers, elle est une façon certes atypique, mais tout à fait acceptable, de donner son avis sur ce qui se passe en politique, et les gouvernants doivent s'en accommoder. Quelques mois plus tard, un sondage IPSOS fournit des résultats encore plus significatifs : il indique en effet que pour 71 % des sondés (contre 19 %), les émissions satiriques ont raison de « montrer comme elles le font » les personnalités politiques, celles-ci étant ici logées exactement à la même enseigne que les journalistes (71 %), les sportifs (68 %) ou les acteurs et les chanteurs (70 %) <sup>16</sup>. Une très large majorité d'enquêtés estiment donc que les acteurs politiques n'ont aucun droit à bénéficier, face à la satire, d'un traitement de faveur.

Qui plus est, l'exploitation médiatique de ces sondages d'opinion et les commentaires qui les accompagnent vont dans le même sens. Dans un dossier intitulé « La dérision mine-t-elle la démocratie ? », *La Vie* titre ainsi : « La politique du rire, les Français sont pour. » Dans le commentaire qui suit, Roland Cayrol estime que le résultat du sondage est « clair et net », et que : « il y a une telle faveur du public pour ces émissions qu'il serait absurde d'imaginer des mesures autoritaires du type censure » <sup>17</sup>. Quelques mois plus tard, on trouve la même argumentation

dans *Le Point* : « La légitimité de ces émissions de dérision est donc forte. Contrairement au vent de fronde qui frémit dans la classe politique, les téléspectateurs ne remettent pas en cause le statut des humoristes, bien au contraire. »<sup>18</sup> L'exploitation médiatique de ces sondages contribue donc à donner l'impression d'un consensus sur la « légitimité » de la satire politique, lequel a sans doute été, avec le soutien de leur chaîne et la fidélité du public, la meilleure arme des auteurs du *Bébête Show* au cours de la polémique suscitée par le suicide de Pierre Bérégovoy. Forte du soutien public que lui réservaient ces sondages, forte de son Audimat à peine affecté, l'émission était à peu près intouchable, à partir du moment où elle évitait de tomber dans l'injure caractérisée. Il a fallu deux évolutions majeures pour que les critiques de la classe politique à son encontre puissent avoir une chance de porter : d'une part, un certain épuisement de l'inspiration des auteurs, qui a permis aux professionnels de la politique de masquer leur stratégie de disqualification derrière une critique de la « vulgarité » ou de la « nullité » de l'émission ; d'autre part et surtout, la montée en puissance des *Guignols de l'info* : le positionnement plus « intellectuel », plus jeune, plus citadin (et parisien) de l'émission de Canal+, très clairement perceptible à travers la comparaison des deux publics<sup>19</sup>, a incité de plus en plus les acteurs politiques à lui réserver leurs faveurs, et a laissé par ricochet le *Bébête Show* sans défenseur<sup>20</sup>. Mais cela ne signifie en rien que le travail de sape des professionnels de la politique a renvoyé la satire politique dans la sphère des comportements politiques illégitimes. On notera à cet égard que l'imprégnation du discours politique par les thématiques et les formules des *Guignols* a été plus flagrante encore au cours de la campagne présidentielle de 1995 qu'elle ne l'avait été en 1988 pour le *Bébête Show*<sup>21</sup>...

Qui plus est, il ne faudrait pas prendre pour la norme ce qui n'a été qu'une réaction épisodique, permise par des circonstances exceptionnelles : en situation routinière, il ne serait sans doute plus possible pour les professionnels de la politique de développer des stratégies de disqualification aussi explicites à l'encontre des satiristes. Quant aux moyens juridiques qui pourraient être opposés à la satire politique télévisée (par exemple les poursuites pour diffamation ou injure publique), Éric Darras note qu'ils sont « difficilement mobilisables *politiquement* » face au principe hautement symbolique de la liberté d'expression<sup>22</sup>. C'est pourquoi les professionnels de la politique préfèrent en général, quand ils ont à se plaindre de leurs piques, en appeler à une sorte de code de déontologie des satiristes. Dans un entretien avec Patrick Sébastien, François Mitterrand faisait preuve à ce sujet d'une prudence très révélatrice de leur impuissance à contenir les assauts des satiristes : « De temps en temps, au sujet des humoristes, je me dis : “quand même ils exagèrent, sur certains plans qui touchent à l'honneur” ». C'est à vous de savoir ce que vous avez à faire pour ne pas dépasser les bornes. Je ne vois pas qui pourrait vous imposer une règle. Il n'y a que celle de votre délicatesse, de votre doigté, celle de votre conscience morale. »<sup>23</sup> Les professionnels de la politique, ou du moins certains d'entre eux, semblent avoir intégré, même à contrecœur, la satire comme un mode de participation politique certes atypique, mais avec lequel il leur faut composer.



## Conclusion

Il a souvent été noté que les tentatives d'intrusion des acteurs profanes dans le jeu politique se heurtent à des tentatives de récupération et/ou à un procès de disqualification qui renvoie alors leur discours à un statut marginal et dévalorisé, ou qui en restreint la portée. Il faut ici conclure de façon moins tranchée. Certes, la satire demeure, par rapport au discours politique classique, en manque de légitimité : elle reste en quelque sorte « un discours politique du pauvre », en ce sens qu'il est destiné à (et pour l'essentiel consommé par) ceux qui ne disposent pas des clés nécessaires à la compréhension des commentaires politiques autorisés, souvent sibyllins et ésotériques, et les analyses politiques qu'elle propose restent socialement moins valorisées que celles du *Monde* par exemple. Néanmoins, on est tenté de lui attribuer un statut intermédiaire entre les comportements politiques conformes aux règles par lesquelles la société règle les actions politiques des profanes, et ceux qui les transgressent. Encore illégitime et sacrilège pour les uns, la satire s'est imposée, auprès d'un grand nombre de citoyens, comme une forme banalisée et routinière de participation politique. Henri Tisot raconte que lorsqu'il commença à imiter le général de Gaulle dans les années 1960, les spectateurs de son spectacle se retournaient avec inquiétude « pour voir si la police n'était pas là ». À cette époque, imiter pour en rire les acteurs politiques était en quelque sorte un crime de lèse-majesté. Mais aujourd'hui, on ne compte plus les imitateurs, et de multiples émissions satiriques recueillent ou ont récemment recueilli une très large audience. Bien plus, hormis des circonstances exceptionnelles, rares sont les professionnels de la politique qui osent s'en offusquer : la satire politique paraît s'être banalisée. Peut-être d'ailleurs la question à poser, à propos de ces pratiques satiriques désormais quotidiennes et finalement *routinisées*, n'est-elle pas (ou du moins plus seulement) celle de leur légitimité, mais celle de leur signification et de leur portée : une dérision à heure fixe, destinée à un public large et hétérogène, peut difficilement maintenir sa force propre, et elle est obligée de composer avec des règles de sociabilité politique qui en restreignent la vigueur — la comparaison entre le *Bébête Show* et la presse satirique de la III<sup>e</sup> République est à cet égard éloquent. On aurait alors, avec la satire, l'exemple d'une forme de comportement politique « non-conventionnel » qui, grâce à son succès public, et en dépit des réactions d'hostilité des professionnels du champ, serait finalement parvenu à s'imposer... mais au prix de sa banalisation et de son incorporation à ce même jeu politique qu'elle se propose pourtant, dans l'imaginaire de ses promoteurs, d'ébranler.

### NOTES

1. *Libération*, 7/4/1990.
2. *Le Figaro*, 27/1/1989.

3. Notamment celles d'André Lajoinie (pour qui l'émission de TF1 représente une « dérive vers la calomnie »), et de Jean-Marie Le Pen (pour qui le *Bébête Show* est « très corrosif pour le principe de l'autorité »). Il est vrai que ces deux-là sont de loin les plus égratignés par l'émission, au motif qu'ils sont « aux extrêmes » de la scène politique.
4. « Il y a deux façons d'éliminer les gens : ou on les élimine, ou on les récupère. Comme on est dans un pays qui ne permet pas l'élimination, on copine » (entretien in G. DERVILLE, *Le Bébête Show comme processus de communication politique*, thèse de l'IEP de Grenoble, 1995, annexes, p. 11).
5. *L'Événement du jeudi*, 20/6/1991.
6. *Le Monde*, 10/7/1991.
7. *Le Monde*, 4/5/1993, p. 6. Le soir même, Gérard Carreyrou, directeur de la rédaction de TF1, reprend ce point de vue : « Les caricatures lui étaient autant de coups de poignards. Y compris celles du *Bébête Show* ».
8. *L'Événement du jeudi*, 6/5/1993.
9. *Le Monde*, 4/5/1993, p. 7.
10. *Le Monde*, 12/5/1993, p. 25.
11. *Le Monde*, 6/5/1993, p. 24.
12. Cf. P. BOURDIEU, « Une bévée intéressée », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36, février 1981.
13. *Le Figaro*, 5/12/1990.
14. *Le Nouvel Observateur*, 17/11/1980.
15. *La Vie*, 13/5/1993.
16. *Le Point*, 20/11/1993.
17. *La Vie*, 13/5/1993.
18. *Le Point*, 20/11/1993.
19. L'analyse de l'Audimat montre que le public du *Bébête Show* présente un profil plutôt âgé, peu diplômé et provincial, exactement l'inverse du profil type du téléspectateur des *Guignols de l'info* (cf. G. DERVILLE, *op. cit.*, p. 84-89).
20. Cf. par exemple un numéro de *Globe-Hebdo* (10/11/1993), dans lequel Guy Birenbaum et Gérard Miller dressent l'éloge des *Guignols* en dénonçant en contrepoint le « comique croupier » et la « cavalerie lourde » du *Bébête Show*.
21. Cf. A. COLLOVALD & E. NEVEU, « Les « Guignols » ou la caricature en abîme », in *Mots*, n° 48, 1996.
22. E. DARRAS, « Rire du pouvoir et pouvoir du rire », in CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p. 170.
23. Cité in *Le Monde*, 13/3/1994.